

UNITED STATES DISTRICT COURT  
SOUTHERN DISTRICT OF NEW YORK

-----X  
:   
: ACCENT DELIGHT INTERNATIONAL LTD. et al., :  
:   
: Plaintiffs, :  
: : 18-CV-9011 (JMF)  
-v- :  
: :  
: SOTHEBY'S et al., :  
:   
: Defendants. :  
: :  
-----X

JESSE M. FURMAN, United States District Judge:

The Court has received the attached correspondence, but because it is in French and is unaccompanied by an English translation, will take no further action in response to it. Out of an abundance of caution, the Court has redacted portions of pages that appear to contain medical information; the Court will email unredacted copies of the letters to the parties. If any party believes that further action is required, it shall file a letter seeking such relief no later than **March 7, 2022**. Any such letter shall be accompanied by a certified English translation of the attached.

SO ORDERED.

Dated: February 28, 2022  
New York, New York



\_\_\_\_\_  
JESSE M. FURMAN  
United States District Judge



République et canton de Genève  
**POUVOIR JUDICIAIRE**  
Tribunal civil

Genève, date du timbre postal

CR/14/2020 2 COO XCR

Tribunal de première instance  
Rue de l'Athénée 6-8  
Case postale 3736  
CH - 1211 GENEVE 3

**A-PRIORITY**  
Avis de réception



UNITED STATES DISTRICT  
COURT FOR THE SOUTHERN  
DISTRICT NY  
Honorable Jesse M. Furman  
40 Centre Street, Room 2202  
10007 New York NY  
ÉTATS-UNIS

Réf : **CR/14/2020 2 COO XCR**  
à rappeler lors de toute communication

Nous vous remettons ci-joint l'ordonnance dans la cause mentionnée sous rubrique.



République et canton de Genève  
**POUVOIR JUDICIAIRE**  
**Tribunal civil**

Tribunal de première instance  
Rue de l'Athénée 6-8  
Case postale 3736  
1211 GENEVE 3

Réf. **CR/14/2020 - XCR - 2**

à rappeler lors de toute communication

## **ORDONNANCE DU MARDI 21 DECEMBRE 2021**

Rendue dans le cadre de l'entraide judiciaire internationale CR/14/2020 - 2

requise par la "**UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE SOUTHERN DISTRICT NY**"

Vu la procédure, de nature commerciale, opposant ACCENT DELIGHT INTERNATIONAL LTD et XITRANS FINANCE LTD, parties demanderesses, à SOTHEBY'S et SOTHEBY'S, INC., parties défenderesses, par-devant la UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE SOUTHERN DISTRICT NY (no. 1:18-CV09011-JMF-RWL).

Vu la demande d'entraide judiciaire formée par la Cour précitée le 3 janvier 2020 auprès du Tribunal de première instance.

Vu les ordonnances des 5 juin 2020, 13 août 2020, 29 septembre 2020, 25 janvier 2021, 23 juin 2021 et, en dernier lieu, 5 octobre 2021.

Vu le courrier adressé le 20 décembre 2021 au Tribunal par les conseils des parties, sollicitant un "entretien téléphonique pour aborder les modalités" dans lesquelles l'audience fixée au 17 janvier 2022 (audition du témoin Jean-Marc PERETTI) sera menée.

Que les modalités du déroulement de cette audience sont celles qui ressortent des ordonnances du Tribunal des 5 juin 2020 et 5 octobre 2021, ainsi que, plus largement, des dispositions topiques du Code de procédure civile.

Qu'il y est ici expressément renvoyé.

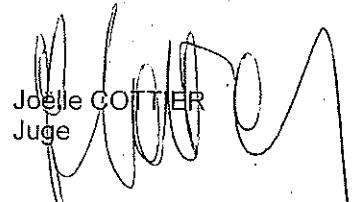
\* \* \*

**Par ces motifs,**

**LE TRIBUNAL :**

- Confirme que l'audition en qualité de témoin de Monsieur Jean-Marc PERETTI, Chemin du Milieu 31 B, 1245 Collonge-Bellerive, aura lieu le **Lundi 17 janvier 2022, 8:30 heures, salle B1, 4 Place du Bourg-de-Four, Genève.**
- Se réfère pour le surplus expressément aux termes de l'ordonnance d'exécution du 5 juin 2020 et de l'ordonnance du 5 octobre 2021, ainsi que, plus largement, aux dispositions typiques du Code de procédure civile.

Joëlle COTTIER  
Juge



La présente ordonnance est communiquée à l'autorité requérante, à Me Didier BOTTGE, ainsi qu'à Me Sandrine GIROUD, Me Aurélie CONRAD HARI et Me Saverio LEMBO



République et canton de Genève  
**POUVOIR JUDICIAIRE**  
**Tribunal civil**

Genève, date du timbre postal

Tribunal de première instance  
Rue de l'Athénée 6-8  
Case postale 3736  
CH - 1211 GENEVE 3

CR/14/2020 2 COO XCR

**A-PRIORITY**  
Avis de réception

**R**



R P371 58304 7 CH

*LA POSTE*

Please scan - Signature required  
Veuillez scanner - Remise contre  
signature

UNITED STATES DISTRICT  
COURT FOR THE SOUTHERN  
DISTRICT NY  
Honorable Jesse M. Furman  
40 Centre Street, Room 2202  
10007 New York NY  
ÉTATS-UNIS

Réf : **CR/14/2020 2 COO XCR**  
à rappeler lors de toute communication

Nous vous remettons ci-joint l'ordonnance dans la cause mentionnée sous rubrique.



République et canton de Genève  
**POUVOIR JUDICIAIRE**  
**Tribunal civil**

Tribunal de première instance  
Rue de l'Athénée 6-8  
Case postale 3736  
1211 GENEVE 3

Réf. **CR/14/2020 - XCR - 2**

à rappeler lors de toute communication

## **ORDONNANCE DU JEUDI 20 JANVIER 2022**

Rendue dans le cadre de l'entraide judiciaire internationale CR/14/2020 - 2

requise par la "UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE SOUTHERN DISTRICT NY"

Vu la demande d'entraide formée par la UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE SOUTHERN DISTRICT NY (n° 1:18-CV09011-JMF-RWL).

Vu la procédure.

Vu les ordonnances des 5 juin 2020, 13 août 2020, 29 septembre 2020, 25 janvier 2021, 23 juin 2021, 5 octobre 2021 et 21 décembre 2021.

Vu les audiences fixées par le Tribunal aux lundi 17 janvier 2022 ainsi que, si besoin, vendredi 21 janvier 2022, aux fins de procéder à l'audition du témoin Jean-Marc PERETTI.

Attendu qu'à teneur de la requête d'entraide, le présent Tribunal est prié de poser au témoin des questions listées sur plus d'une centaine de pages (cf Annexe A), avec la précision toutefois que le témoignage ne doit pas excéder une durée de sept heures par jour, et une durée totale de quatorze heures.

Vu les certificats médicaux adressés par l'avocat du Jean-Marc PERETTI au Tribunal, en particulier le certificat médical du 11 janvier 2022 établi par le cardiologue traitant de M. PERETTI, faisant état chez le témoin d'une HTA (ou Hypertension artérielle) sévère, laquelle contre-indique, compte tenu de la situation sanitaire actuelle, la présence dudit témoin dans des lieux publics.

Que, partant, les audiences des 17 janvier (voire 21 janvier) 2022 ont été annulées.

Vu par ailleurs le courrier adressé au Tribunal le 14 janvier 2021 par Mmes CONRAD HARI et LEMBO, aux termes duquel ils demandent qu'une nouvelle audience soit "urgemment fixée pour se tenir dans le délai imparti par le juge américain", soit avant le 31 janvier 2022, et que la "seule possibilité réside dans la tenue de cette audience par vidéoconférence".

Considérant certes que l'autorité requise doit exécuter d'urgence la commission rogatoire (art. 9 al. 3 de la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale du 18 mars 1970 [CLaH70]).

Que cela s'entend toutefois dans le cadre des possibilités du calendrier d'audiences de l'autorité requise.

Qu'en l'espèce, il n'est évidemment pas possible au Tribunal de fixer deux pleines journées d'audience dans la prochaine quinzaine pour "se tenir" au délai imparti par l'autorité requérante;

Qu'il est notoire que, au vu du nombre d'affaires au rôle de chaque chambre, un délai de convocation de quelques semaines est inévitable, sauf pour les mesures provisionnelles, pour autant que les conditions y relatives soient remplies (cf. art. 261ss CPC), ce qui n'est pas le cas ici.

Considérant par ailleurs que, si le Tribunal peut, selon l'article 2 al. 2 de l'Ordonnance instaurant des mesures en lien avec le coronavirus dans le domaine de la justice et du droit procédural (RS 272.81), dont la validité a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2022, procéder à l'audition de témoins par vidéoconférence et en dérogation aux art. 171, 174, 176 et 187 CPC, cela ne veut pas encore dire qu'il en a l'obligation.

Qu'en l'occurrence, l'état de santé du témoin ne lui permet effectivement pas de se déplacer au Tribunal pour assister à une audience, compte tenu de la crise sanitaire liée au COVID-19 et l'actuelle vague liée au variant "Omicron", particulièrement contagieux.

Que, celant étant, au vu des particularités du cas d'espèce, et notamment du nombre particulièrement élevé de questions que le Tribunal requis doit poser au témoin (soit plus d'une centaine de pages), le juge n'entend pas procéder par vidéoconférence.

Qu'il est constant que, dans la mesure où la liaison vidéo n'est pas adaptée à toutes les hypothèses dans lesquelles une personne doit comparaître ou témoigner devant un tribunal, elle reste considérée comme un complément (et non comme un substitut) des méthodes traditionnelles d'obtention de preuves (c.-à-d. comparution en personne devant le tribunal); que cela tient principalement au fait que le niveau d'interaction avec le témoin est nécessairement inférieur à ce qu'il est lorsque celui-ci est présent physiquement dans la salle d'audience, certains juges ayant constaté qu'ils posaient moins de questions lorsqu'ils entendaient un témoin par liaison vidéo (cf Bureau Permanent HCCH, Guide des bonnes pratiques sur l'utilisation de la liaison vidéo en vertu de la Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale, éd. 2020, pp. 15-16).

Qu'au surplus, le Tribunal fédéral s'est montré circonspect, en termes de sécurité, quant à l'usage pour la vidéoconférence d'applications telles que "ZOOM Cloud Meetings" par exemple, laissant la question de son admissibilité ouverte; que le Tribunal fédéral a notamment relevé que le fait de procéder à des débats principaux sous forme de vidéoconférence soulevait différentes questions d'ordre juridique et pratique; qu'il y avait notamment lieu de respecter les exigences légales en terme de protection et de sécurité des données ("*Es sind datenschutz- und datensicherheitsrechtliche Vorgaben zu beachten*") (TF, arrêt 4A\_180/2020 du 6 juillet 2020, consid. 3.5).

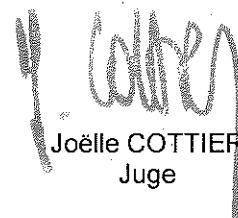
Qu'en l'occurrence, le Tribunal, qui est maître de la procédure (DFJP, Office fédéral de la justice, Entraide judiciaire internationale en matière civile, Lignes directrices, pp. 24ss), entend d'autant moins faire usage de la vidéoconférence qu'il s'agit d'une affaire particulièrement exposée médiatiquement.

Qu'en revanche, le Tribunal est prêt, si l'autorité requérante maintient sa demande d'audition du témoin PERETTI, à reconvoquer deux journées d'audience aux fins de procéder à cette audition aussitôt après les fériés de Pâques, soit le lundi 2 mai 2022 et le vendredi 6 mai 2022 (convocation à suivre).

\* \* \*

**Par ces motifs,  
LE TRIBUNAL :**

- Transmet le courrier du conseil de Jean-Marc PERETTI du 12 janvier 2022 à l'autorité requérante.
- Invite l'autorité requérante à lui indiquer, d'ici au **vendredi 18 février 2022**, la suite à donner à la présente procédure.
- Réserve la suite de la procédure à l'issue de ce délai
- Déboute les parties de toutes autres conclusions.

  
Joëlle COTTIER  
Juge

La présente ordonnance est communiquée à l'autorité requérante par le greffe le 20 janvier 2022.

Copie en est transmise à l'autorité requérante, à Me Didier BOTTGE, ainsi qu'à Me Sandrine GIROUD, Me Aurélie CONRAD HARI et Me Saverio LEMBO

B/A

Bottge & Associés  
Avocats au barreau de Genève  
Didier Bottge  
Jamil Soussi  
Romain Stampfli  
Louise de La Baume

Le Tribunal n'empêche  
Joëlle COTTIER  
→ audience du 17.1.22  
annulée vu C.M  
COO  
13.1.22



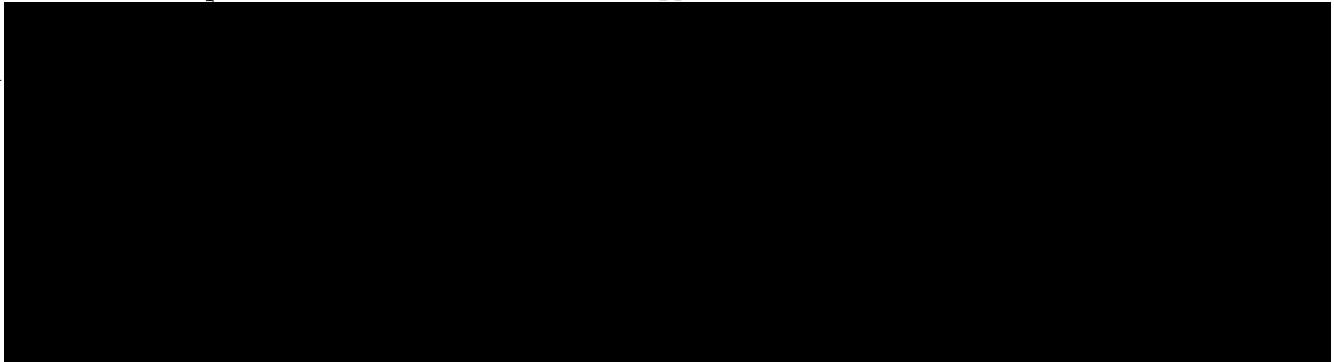
Madame Joëlle COTTIER  
Juge  
TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE  
Rue de l'Athénée 6-8  
Case postale 3736  
1211 Genève

Genève, le 12 janvier 2022

Concerne : CR/14/2020 – XCR – 2  
Audition de M. Jean-Marc PERETTI dans le cadre d'une  
requête d'entraide judiciaire internationale à la requête du  
Tribunal fédéral des Etats-Unis du District Sud de New York  
Demande de renvoi – situation sanitaire COVID

Madame la Juge,

Vous me savez intervenir en qualité de conseil de M. Jean-Marc PERETTI, appelé à être entendu en qualité de témoin lors d'une audience appointée au lundi 17 janvier 2022.



Vous trouverez également en annexe le certificat médical établi par Dr. Nicolas FERRARA, dont vous observerez qu'il n'a été communiqué non signé, son auteur n'ayant pas été à même d'y apposer sa griffe.

Bien évidemment, un exemplaire signé vous parviendra le moment venu et vous avez également le loisir d'appeler le cabinet du médecin qui pourra confirmer la teneur du certificat.

B/A

2

Les conseils respectifs des parties me lisent en copie.

Je vous prie de croire, Madame la Juge, à l'assurance de ma parfaite considération.

Didier BOTTGE

Annexes mentionnées

CC : Me Sandrine GIROUD  
Me Saverio LEMBO, Me Aurélie CONRAD

B/A

Bottge & Associés  
Avocats au barreau de Genève

Didier Bottge  
Jamil Soussi  
Romain Stampfli  
Louise de La Baume

Madame Joëlle COTTIER  
Présidente  
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE  
Rue de l'Athénée 6-8  
Case postale 3736  
1211 Genève

Genève, le 14 décembre 2020

Concerne : CR/14/2020 – XCR – 2  
M. Jean-Marc PERETTI

Madame la Présidente,

Vous me savez chargé de la défense des intérêts de M. Jean-Marc PERETTI dans le cadre de la procédure d'entraide notée en marge.

[REDACTED]

A l'effet de ladite opposition, vous trouverez en annexe la copie d'un certificat médical daté du 30 novembre 2020.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de ma parfaite considération.

Didier BOTTGE

Annexe mentionnée

CC: Me Sandrine GIROUD  
Me Saverio LEMBO

De: securi.cardio@orange.fr  
Objet:   
Date: 30 novembre 2020 à 16:55  
À: jimportuni66@gmail.com

1

**SCP DE CARDIOLOGUES DES DOCTEURS  
FERRARA - SIMEONI - MATTEI - SCHRAUB  
En présence du 1<sup>er</sup> Consul Italien TAMARIS quartier CANDIA -  
20090 Ajaccio  
04.95.22.70.18 04.95.23.49.76**

**CERTIFICAT  
MEDICAL**

## Dr. Nettie ERICKSON

U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE 1914 10-1200000

SELARL DE CARDIOLOGIE DIAGNOSTIQUE ET INTERVENTIONNELLE  
FERRARA – SIMEONI – MATTEI – SCHRAUB

Résidence du 1<sup>er</sup> Consul Bat A rue des TAMARIS – quartier CANDIA – 20090 Ajaccio

04.95.22.70.18 04.95.23.48.76



CERTIFICAT MEDICAL

Ajaccio, 11/01/2022.

*Docteur Nicolas FERRARA*